

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 27 (2001)
Heft: 3

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Mathilde Bourrier, *Le nucléaire à l'épreuve de l'organisation*, PUF, coll. «Le travail humain», Paris, 1999, 296 pages, 148.– FF.

Cet ouvrage – comme son titre le suggère – porte sur l'électro-nucléaire avec comme angle d'approche la sociologie des organisations. On peut se réjouir de prime abord du fait qu'une chercheuse du «pays du nucléaire» se soit engagée dans une analyse transversale entre deux centrales françaises (Nogent et Bugey) et deux centrales états-unienues (North Anna et Diablo Canyon), et ce pour deux raisons au moins. D'une part l'aridité du substrat technique a longtemps réservé l'analyse de ces systèmes complexes aux seuls physiciens et techniciens, au point que le constat critique de ce monopole de fait est d'abord issu de leurs propres rangs (par exemple en France chez Jean-Marc Lévy-Leblond ou Jean-Jacques Salomon, ce dernier ouvrant le champ aux sciences sociales en fustigeant la croyance en un quelconque déterminisme technologique; préparant la réflexion de Patrick Lagadec en termes de *Risque technologique majeur*); et d'autre part la recherche en sciences sociales outre-Jura sur ce thème pâtit toujours d'une paranoïa institutionnelle, sur fond des controverses alimentées par la tradition technocratique voire «nucléocratique» spécifique à ce pays. Même si aujourd'hui des sociologues – notamment autour de Claude Gilbert – se sont mis à

travailler sur ces filières technologiques, bon nombre de travaux de référence sur l'électro-nucléaire en France ont été réalisés précisément par des anglophones, surtout américains (Gabrielle Hecht, Dorothy Nelkin, David Pace, Michael Pollack, pour ne citer qu'eux). Une autre illustration de la vitalité de la littérature autour de ce système technique en Amérique du Nord est que les deux centrales étudiées là-bas avaient déjà fait l'objet de plusieurs travaux de sociologie des organisations, dont on sait qu'ils ont été utiles pour Mathilde Bourrier.

Par l'angle d'approche choisi, et malgré un financement du *Commissariat à l'énergie atomique* français (CEA) l'auteur s'abstrait relativement bien du poids engendré par le débat de société sur les usages de l'énergie nucléaire, même si le lecteur en rencontre ça et là quelques avatars (reprise du discours institutionnel français, notamment sur la voie choisie en d'autres contrées de l'abandon progressif de l'électro-nucléaire, p. 76; utilisation de la notion de «principe ALARA», peu performative à notre sens, p. 71).

Le livre, très structuré et de lecture agréable, est composé de dix chapitres – chacun agrémenté d'un résumé – regroupés en quatre parties. La première fait le point des savoirs théoriques, s'appuyant sur divers développements de la sociologie des organisations, dont les voies de recherche sur les organisations à «haut risque». La théorie de Charles Perrow dite de l'«accident normal» inhérent aux «systèmes complexes»

(c'est-à-dire les systèmes où le risque de catastrophe est intrinsèque) est à l'occasion critiquée de manière caricaturale comme catastrophiste (p. 256). L'objection de base au demeurant valable se fonde sur la tendance de Perrow à privilégier l'observation des accidents au détriment des constructions organisationnelles que les acteurs mettent en oeuvre en fonctionnement normal. A l'opposé, le groupe *High Reliability Organizations* de Berkeley pécherait par optimisme, sélectionnant les caractéristiques tendant à identifier des organisations «hautement fiables» (p. 35). Concernant le fonctionnement même du travail sur les sites, Mathilde Bourrier emprunte à K. Weick du même groupe de Berkeley l'hypothèse selon laquelle la fiabilité organisationnelle des systèmes à «haut risque» serait renforcée par des «débordements» et «bricolages», eux-mêmes l'expression d'une stratégie dite de *contournement*.

On entre réellement sur le terrain à l'occasion de la deuxième partie, où les variations et constantes dans l'organisation du travail dans les quatre centrales nucléaires sont présentées (chapitres 3 à 6). De nombreux renseignements nous sont fournis sur les acteurs en présence : les hiérarchies, officielles et latentes, les services spécialisés, mais surtout les deux corps les plus massivement représentés sur les sites que sont *maintenance* et *exploitation*, aux intérêts loin d'être toujours convergents. Un tableau assez complet des interactions entre ces acteurs est brossé, les règles explicites et tacites en vigueur ainsi que les usages courants nous sont dépeints. Dans l'exemple de la centrale du Bugey, si l'on s'y retrouve parmi le vocabulaire utilisé (des mots comme «gammes», «consignations» et certaines fonctions hiérarchiques auraient justifié un lexique dont on déplore l'absence), on apprend que la formalisation des procédures comprises dans un «historique officiel» est très poussée, révélant en réaction chez les exécutants un «historique mémoire» lequel est un enjeu de pouvoir symbolique pour services ou équipes qui peuvent s'en targuer. Con-

cernant sa propre mémoire, le lecteur se prend au même moment à regretter le caractère disert de l'*index*, compte-tenu de la profusion de notions plus ou moins spécialisées qui s'entrecroisent.

La partie suivante (chapitres 7 & 8) focalise sur la période qui correspond à l'arrêt d'un réacteur, moment paradoxalement le plus trépidant de la vie d'une centrale, qui peut durer plusieurs mois durant lesquels tous les travaux de maintenance doivent être accomplis, notamment dans les zones les plus «chaudes», c'est-à-dire où les radiations sont les plus fortes. Ce moment qui se révèle particulièrement tendu offrait en effet une bonne base pour analyser les interactions entre les différents acteurs impliqués, et partant la théorie du contournement. L'auteur retrouve ces arrangements sous diverses formes dans chacun des sites, concluant d'ailleurs que le groupe *High Reliability Organizations* de Berkeley est habité par une conception par trop *altruiste* des acteurs en présence, alors que leurs comportements dépendent notamment de stratégies et d'intérêts pouvant évidemment déboucher sur du contournement. En définitive, les centrales nucléaires – loin de correspondre aux critères d'organisations «hautement fiables» – seraient des organisations «normales», ce qui est considéré comme inquiétant, «compte-tenu des risques impliqués» (p. 262). Ce constat est étayé par la lancinante question du choc des exigences antagonistes de *rentabilité* et de *sûreté* (pp. 11, 71, 76–77, 121, 124), et de la montée en puissance de la première sans que l'on connaisse les incidences sur la seconde.

Mathilde Bourrier fait montre d'une certaine ouverture sur d'autres disciplines en plaçant l'analyse organisationnelle dont elle se réclame à la croisée de plusieurs d'entre elles (p. 266, pp. 50–51), constat quelque peu égratigné par une inutile attribution aux anthropologues dans leur ensemble de candides hypothèses culturalistes, ce qui est méconnaître le travail de certains d'entre eux, notamment en France. L'auteur se distancie aussi de l'approche en

termes de construction sociale du risque (p. 20), pourtant incontournable si l'on prétend discuter la notion de risque. En effet le «spécialiste du domaine du risque» restera sur sa faim, contrairement à son collègue sociologue des organisations, bien que les deux soient expressément destinataires de l'ouvrage selon la quatrième de couverture. Celui-ci se révèle finalement plus centré sur les rapports entre ergonomie et sociologie des organisations, même s'il s'achève par un appel plus large aux industriels et aux chercheurs à travailler sur les critères de la fiabilité organisationnelle afin de «mieux comprendre les causes latentes des accidents systémiques» (p. 267). En définitive c'est sans nul doute que cette publication pourra contribuer utilement à la gestion de ce type d'installations à haut risque, partant à la prévention de catastrophes technologiques.

Sébastien Bertrand
Programme prioritaire Management
des risques majeurs
Université de Genève

Vincent Kaufmann, *Mobilité quotidienne et dynamiques urbaines : la question du report modal*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2000, 252 pages.

Entre mauvaises raisons et bonnes excuses, comment choisit-on la manière de se déplacer au quotidien ?

Les tentatives entreprises ces dernières années pour limiter la croissance automobile dans de nombreuses agglomérations européennes n'ont pas eu le succès escompté. Les usagers n'abandonnent pas si facilement leur automobile pour emprunter les transports en commun, même si ces derniers sont compétitifs (rapides, fréquents, bon marché). De tels arguments rationnels ne suffisent donc pas à expliquer le choix d'un moyen de transport. Fort de ce constat, et conforté par l'enjeu pratique que constitue le *report modal* de l'automobile vers les transports en commun, l'auteur propose de dépasser

les arguments rationnels pour étudier la complexité des *logiques d'actions* qui motivent le choix d'un mode de déplacement.

L'ouvrage de Vincent Kaufmann fait déjà référence dans le champ de la recherche sur la mobilité. Sa grande vertu est de susciter à la fois l'intérêt du monde académique et celui des praticiens. Appartenant à la seconde catégorie, je me permets d'aborder cette recension critique sous cet angle, en décrivant brièvement les hypothèses et résultats théoriques, et en mettant l'accent sur certains enseignements qui peuvent intéresser les urbanistes et praticiens du domaine des transports.

Les quatre logiques de l'usager

«La minimisation des temps de déplacement et du coût financier, soit la rationalité «économique» est une simplification de la réalité qui ne permet pas de rendre compte des pratiques modales» (p. 87). Afin de justifier cette première hypothèse, l'auteur présente diverses stratégies de report modal (chap. 4), qui se révèlent peu efficaces : il faudrait pour les améliorer mieux considérer les aspects sociaux, les paramètres spatiaux et les logiques personnelles des usagers. Ces *bonnes raisons* de l'usager sont formulées en quatre logiques d'action : la *rationalité économique* (p. ex. «je me déplace en voiture, car c'est plus rapide»), la *raison du cœur* («j'aime la liberté que procure la voiture»), la *rationalité perceptive* («j'ai couru à l'arrêt et le bus ne m'a pas attendu : j'emprunte désormais ma voiture»), et l'*ancrage des habitudes* («même si c'est plus rapide, cela ne me viendrait pas à l'idée de prendre le bus»).

Ces quatre logiques peuvent s'enchevêtrer, se renforcer, voire se contredire. Le stade le plus complexe de combinaison de ces logiques s'explique par la théorie de *réduction de dissonance cognitive* (p. 84) que l'on pourrait illustrer par cet exemple : «je perçois que mon déplacement serait facilité en transport public, mais j'aime rouler en voiture alors je me convaincs qu'elle me coûte moins cher, même si ce n'est pas

objectivement le cas». Une enquête par sondage, effectuée auprès d'un échantillon d'actifs motorisés et bénéficiant d'une offre en transport collectif concurrentielle à domicile (donc en situation théorique de choix modal), permet de mesurer l'importance de ces logiques d'action dans les pratiques de déplacement à l'intérieur de quatre agglomérations (Berne, Genève, Lausanne, Grenoble).

Les résultats de l'enquête mènent l'auteur à reconnaître plusieurs combinaisons de logiques et à former des groupes d'usagers. Ceux qui envisagent leur mobilité quotidienne en fonction de l'automobile sont particulièrement nombreux : les *autophiles* ont une attitude très favorable à la voiture et défavorable aux transports publics (p. 171 et 211). Parmi ceux-ci, les *automobilistes exclusifs* (5% à Berne, 20–30% dans les autres agglomérations), qui n'empruntent jamais les transports publics et en viendraient plutôt à changer leur déplacement plutôt que leur moyen de transport si une contrainte à cet usage leur était imposée, ainsi que les *automobilistes contraints* à l'usage des transports collectifs (env. 30%). Le groupe des usagers *sensibles à l'offre* de transport (ayant une image favorable des deux moyens, et les confrontant pour choisir le plus approprié) représente 40% des enquêtés bernois, et 26 à 29% des répondants francophones. On repère également des *écologistes civiques* qui favorisent l'utilisation des transports publics pour des questions de respect de l'environnement (14% à Berne, et moins de 7% dans les autres agglomérations).

Vincent Kaufmann aborde la relation entre systèmes techniques et sociétés par le biais d'une seconde hypothèse : «les pratiques modales rétroagissent sur la combinaison des logiques d'actions qui les sous-tendent» (p. 87). Il démontre par là que l'ancrage des habitudes de déplacement, ainsi que les biais perceptifs (dissonance cognitive) sont prépondérants, et favorisent la reproduction des pratiques modales antérieures. Les tentatives de report modal de l'auto-

mobile vers les transports collectifs sont donc freinées par le poids des habitudes de déplacement.

Des enseignements pour le praticien

Le praticien est fréquemment appelé à se demander quels sont les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour susciter un report modal de l'automobile vers les transports publics, et quel est leur impact. La planification des déplacements (élaboration de plans de déplacements ou concepts de mobilité¹⁾) a pour objectif principal le report modal. L'ouvrage de Kaufmann permet de montrer en quoi cet objectif est un véritable défi.

Par exemple, l'utilisation de l'automobile est a priori préférée à celle des transports publics. Ce fait est particulièrement bien illustré par un résultat d'enquête : dans les quatre agglomérations considérées, plus de 93% des personnes ayant un stationnement au centre-ville utilisent leur voiture (p. 186). La maîtrise du stationnement est un levier important, bien qu'il puisse autant conduire à la modification des pratiques modales qu'à la modification de ses déplacements (dans le temps, dans l'espace).

Les politiques de stationnement conduisent souvent à donner une priorité aux clients ou visiteurs. En analysant les déplacements d'achats (chap. 9.3), l'auteur constate que «la diffusion d'un mode de vie basé sur l'usage exclusif de l'automobile, favorisé par l'urbanisme, la planification des transports et la symbolique libératrice de l'automobile» n'est pas sans conséquence sur la dynamisation des surfaces commerciales périurbaines et la baisse de fréquentation du centre-ville, qu'une diminution de l'accessibilité automobile au centre-ville pourrait engendrer. Par contre, à Berne, une politique restrictive de stationnement n'aurait que peu d'impact sur la fréquentation du centre-ville, puisque les habitudes modales y sont peu axées sur l'usage de l'automobile, compte tenu de la morphologie urbaine favorable à l'usage des transports publics.

A propos de la mobilité liée aux achats, les chaînes de déplacements (ici, le regroupement de plusieurs motifs de déplacements en un seul trajet-*boucle*) associées aux activités seraient à considérer avec plus d'attention dans de futures études. Comment et à quelle fréquence utilise-t-on le déplacement domicile - lieu de travail pour faire ses courses, donc en regroupant deux activités en un seul trajet ? Cela nous permettrait de savoir si la localisation de l'activité professionnelle, fortement contrainte, a des répercussions sur la fréquentation d'autres lieux, et à quel point les activités associées influencent l'usage d'un moyen de transport particulier.

Il est également intéressant de constater que le nombre de personnes qui ignore l'offre en transports publics à son domicile est important, et qu'il est nécessaire de prendre en compte différentes catégories de personnes à convaincre de l'utilisation des transports publics : 46% d'automobilistes convaincus (parmi les personnes qui ont accès aux transports publics !), c'est beaucoup, et cela nécessite évidemment des actions qui vont plus loin que limiter le stationnement au centre-ville. Donner aux automobilistes une expérience des transports publics est donc primordial, et pour ce faire, leur image est à redorer par le biais d'actions de choc (promotion, partenariats, etc.) plus marquantes encore que les journées sans voiture.

Je retiendrai comme dernier enseignement que l'articulation de l'urbanisme autour des transports publics est déterminant (la plus grande sensibilité des Bernois à l'offre en transports publics est bien sûr à mettre en relation avec la qualité intrinsèque du réseau, mais aussi avec la plus grande accessibilité de celui-ci). L'aménagement du territoire en fonction des transports publics n'est certes pas évident à opérer lorsque les pratiques automobiles sont déjà fortement facilitées, mais il y a incontestablement des efforts à faire (notamment dans la collaboration entre administrations et autorités politiques) pour pouvoir mener des actions

régulatrices et volontaires en faveur des modes complémentaires à l'automobile.

Un vocabulaire de la mobilité

Outre la formalisation méthodologique solide et l'utilisation judicieuse de l'enquête, les idéaux-types auxquels l'ouvrage a recours illustrent adéquatement la problématique. L'auteur parvient à établir une typologie des usagers et de leurs comportements, qui s'avère particulièrement indiquée pour décrire et prendre en compte les pratiques modales. Malgré leur côté simplificateur, les «automobilistes exclusifs» et «écologistes civiques» feront certainement partie du langage des praticiens qui cherchent à agir sur la demande de transport.

Cependant, on peut regretter que les enseignements pratiques discutés plus haut, qui permettent de mettre en valeur l'utilité de la recherche pour les praticiens ne soient pas mis en évidence dans cet ouvrage². De ce fait, Kaufmann prive le lecteur de la justification de l'importance de l'enjeu théorique pour le praticien, et ne permet pas vraiment de jeter le pont entre théorie et application pratique. Certes, l'auteur a valorisé les résultats opérationnels de ses recherches dans d'autres publications, destinées plus spécifiquement aux praticiens ou aux exploitants, mais l'enjeu que représentent les pratiques modales et leurs conséquences sociales et spatiales ne nécessite-t-il pas un regroupement des différents langages, pour permettre une lecture véritablement transdisciplinaire ?

Il n'en demeure pas moins que le lecteur pourra aisément se rendre compte que la palette des possibilités de déplacements offerte dans les agglomérations suppose des pratiques modales qui font intervenir bien plus que les critères de facilité d'accès et de qualité de l'offre de transport. Par l'introduction légitime des notions de *mode de vie*, d'*insertion socio-spatiale* et de *logiques d'action* dans le vocabulaire des transports, Vincent Kaufmann donne une bonne raison à la sociologie et aux sciences sociales de s'intéresser aux comportements de mobilité,

et aux praticiens de prendre en compte les logiques personnelles des usagers.

- 1 Outils prospectifs permettant aux autorités publiques de mettre en œuvre une politique des déplacements, ayant même valeur d'obligation en France pour les agglomérations de plus de 100'000 habitants.
- 2 Les «recommandations» pratiques proposées à la fin de la thèse de doctorat de Vincent Kaufmann parue en 1997 en sont absentes. Certaines mesures y étaient précisément décrites : politique d'image des transports publics, expérience des transports publics, campagnes de conscientisation, amélioration de l'offre, articulation de l'urbanisme à l'offre en transports publics, gestion du stationnement pendulaire.

Julie Barbey
Roland Ribi & Associés SA
aménagistes et ingénieurs-conseils
Genève

Jörg Stolz, Soziologie der Fremdenfeindlichkeit. Theoretische und empirische Analysen, Campus Verlag, Frankfurt a. M. 2000. Hans-Joachim Hoffmann-Nowotny (Hrsg.), Das Fremde in der Schweiz. Ergebnisse soziologischer Forschung, Seismo Verlag, Zürich 2001

Mit seiner 1973 veröffentlichten «Soziologie des Fremdarbeiterproblems» hat Hans-Joachim Hoffmann-Nowotny eine wegweisende Analyse des Fremden und der Fremdenfeindlichkeit am Beispiel der Schweiz vorgelegt, die die soziologische Forschung weit über die Schweiz hinaus beeinflusst hat. In der Folge hat sich am Soziologischen Institut der Universität Zürich eine beständige Forschungstradition aufgebaut, die – genau wie ihr Gegenstand – nie an Aktualität verloren hat. Ein neuerliches Zeugnis dieser beeindruckenden Kontinuität geben nun zwei Bücher, die vom momentanen Stand der Dinge berichten: Zum einen die «Soziologie der Fremdenfeindlichkeit» von Jörg Stolz, die auf einer von

Hoffmann-Nowotny betreuten Dissertation beruht, zum anderen «Das Fremde in der Schweiz», ein Tagungsband mit Beiträgen zu einem im Oktober 1999 in Luzern veranstalteten Symposium, in dem eine Reihe von Projekten vorgestellt wurden, die in Zusammenarbeit mit dem Luzerner Institut für Sozialethik entstanden sind.

Die Arbeit von Stolz setzt sich das Ziel, eine soziologische Antwort auf die Frage zu finden, «worin die Gründe dafür liegen, dass bestimmte Individuen eher positive, andere dagegen eher negative Einstellungen zu Ausländern und Ausländerinnen aufweisen» (S. 20). Dazu werden in einem ausführlichen theoretischen Teil zunächst der Forschungsstand (2. Kapitel) und die gesellschaftliche Immigration-situation (3. Kapitel) beschrieben. Ein «integratives» Erklärungsmodell (4. Kapitel) bildet dann den zentralen Ansatzpunkt der weiteren Analysen. Es bezieht sich auf die Zielvariable der Einstellung zu ausländischen Personen (EaP) und vier verschiedene Bündel von als wichtig erachteten Einflussfaktoren. Diese beinhalten (a) die vorher skizzierte allgemeine gesellschaftliche Immigration-situation in der Schweiz, (b) vor allem in kognitionspsychologischen Beiträgen zur Stereotypen- und Vorurteilsforschung stark betonte Wahrnehmungsprozesse, (c) funktionale Aspekte negativer Einstellungen gegenüber Ausländern in Bezug auf kognitive, identitär-expressive und andere Problemlösungsprozesse und schliesslich (d) die allgemein als «Determinanten» bezeichneten Einflussfaktoren wie Bildung, Alter sowie verschiedene sozialpsychologische und kulturelle Variablen.

Während die angeführten Wahrnehmungs- und Problemlösungsprozesse ebenso wie Eigenschaften der gesellschaftlichen Immigration-situation ausgeklammert bleiben und erst bei der Interpretation der Ergebnisse (Kapitel 16) wieder einbezogen werden, bilden die Determinanten das «Herzstück» der quantitativen Analysen im nachfolgenden empirischen Teil. Deren Grundlage sind Daten aus einer 1994 / 95

in Zürich durchgeführten Befragung von etwa 1300 Schweizerinnen und Schweizern im Alter von 18 bis 65 Jahren. Nachdem die abhängige Variable EaP im fünften Kapitel geklärt wird, widmen sich die Kapitel 6 bis 14 dem Einfluss einzelner unabhängiger Variablen beziehungsweise Variablengruppen auf diese Grösse.

Der inhaltliche Schwerpunkt liegt dabei auf der sogenannten «Hyperdimension Traditionalismus» (Kapitel 12), die sozialpsychologische Variablen wie Anomia und Rigorismus und als «kulturell» klassifizierte Konstrukte wie Patriotismus, Links-Rechts-Orientierung, Konventionalismus und schliesslich – in Anlehnung an Gerhard Schulzes Konzeption der «Lebensstile» – ausgewählte Freizeit- und Medienkonsumpräferenzen (Trivialschemata) in sich vereinigt. Im Kern bezeichnet dieses theoretische Konstrukt in Übereinstimmung mit dem Ansatz Hoffmann-Nowotnys eine «traditionsbewahrende, veränderungsfeindliche Position», oder eigentlich mehr noch «ein gewissermassen verstärktes, z. T. ärgerliches und kontrafaktisches Festhalten an Traditionen» (S. 237). Seine Attraktion beruhe darin, dass Traditionalismus manchen Personen – insbesondere den vielzitierten «Modernitätsverlierern» – eine Lösung für verschiedenste individuelle Probleme etwa im Bereich der Unsicherheitsreduktion oder der identitär-expressiven Selbstvergewisserung zu bieten scheint.

Der erwartete starke Zusammenhang zwischen dieser «Hyperdimension Traditionalismus» und den Einstellungen der Schweizerinnen und Schweizern gegenüber Ausländern wird deutlich bestätigt. Der Anteil der allein durch Traditionalismus erklärten Varianz liegt nach Stolz' Angaben bei immerhin rund 36%, während sich die Erklärungskraft der übrigen Determinanten als wesentlich schwächer erweist. Die Dominanz dieses Einflussfaktors wird auch im abschliessenden multiplen Regressionsmodell (Kapitel 15) deutlich. Damit kann nach Stolz die Schlussfolgerung gezogen werden, dass negative Einstellungen gegen-

über Ausländern einen «Teil eines grösseren, veränderungsfeindlichen Syndroms darstellen, welches viel mit eigenen kognitiven Strukturen, Werten und Lebensstilen, jedoch eher wenig mit der eigenen «objektiven» Betroffenheit durch von der Immigration produzierte Probleme zu tun hat» (S. 298).

Die einzelnen Schritte des empirischen Vorgehens werden detailliert beschrieben und sind jederzeit gut nachvollziehbar. Die entsprechenden Abschnitte sind informativ und eröffnen interessante Einsichten in die aktuelle Schweizer Situation. Die Lektüre ist allerdings oft mühsam und zäh, da die Einflussfaktoren einzeln, jeweils nur bivariat und in enormer Länge «abgeklappert» werden. Hingegen nimmt die multivariate Analyse aus nicht recht nachvollziehbaren Gründen einen äusserst geringen Raum ein und hat nur zusammenfassenden, im Prinzip ebenfalls deskriptiven Charakter. Diese Struktur des empirischen Vorgehens ist bei näherem Hinsehen die konsequente Folge eines «additiven» Theorieverständnisses, denn das so genannte «integrative» Erklärungsmodell ist letztlich kaum mehr als eine einfache Summation von Einflussfaktoren. Nirgendwo wird geklärt, über welche Mechanismen die angesprochenen Theorieansätze und vor allem die genannten «Determinanten» eigentlich zusammenspielen. Von einer «*Soziologie* der Fremdenfeindlichkeit» hätte man sich in dieser Hinsicht mehr erhofft.

Zweifel ergeben sich letztlich auch hinsichtlich des zentralen Befundes einer besonderen Rolle der Traditionalismus-Dimension. Zwar scheinen die empirischen Befunde auf den ersten Blick ziemlich eindeutig, auf den zweiten Blick stellt sich jedoch die Frage, was eigentlich mit einer Erklärung negativer Einstellungen gegenüber Ausländern «durch» Traditionalismus gewonnen ist. Damit ist zunächst nur demonstriert, dass ein bestimmtes Einstellungskonstrukt häufig mit einem anderen Einstellungskonstrukt verbunden ist, was ganz einfach schon daran liegen kann, dass

es sich um eine Teildimension handelt. Diesem Einwand begegnet Stolz leider nur mit dem etwas lapidaren Hinweis darauf, dass es durchaus legitim sei, spezifische Einstellungen (in diesem Fall: Einstellungen zu ausländischen Personen) durch allgemeine Einstellungen beziehungsweise durch so etwas wie eine allgemeine «Weltsicht» zu erklären. Tatsächlich ist diese Praxis in der einschlägigen Forschung immer noch durchaus üblich und wird regelmässig durch entsprechende hohe Masszahlen der «Erklärungskraft» belohnt. Ob damit aber ein wirklicher Beitrag zur einleitenden Frage erzielt wird, darf bezweifelt werden.

Unter dem Strich bleibt dennoch festzuhalten, dass gerade die langen deskriptiven Passagen des Buches eine vielschichtige und profunde Analyse des Phänomens bieten. Stolz legt erklärtermassen grossen Wert darauf, dass die Ergebnisse auch für Interessierte ausserhalb des engeren Fachkreises zugänglich und verständlich sind. Leser, die an der aktuellen Situation der Fremdenfeindlichkeit in der Schweiz interessiert sind, werden bei der Lektüre auf jeden Fall auf ihre Kosten kommen. Wer unter dem gewählten Titel allerdings auf allgemeinere theoretische oder methodische Fortschritte einer «Soziologie der Fremdenfeindlichkeit» hofft, wird eher enttäuscht.

Im Tagungsband «Das Fremde in der Schweiz» kommen einerseits Projektbearbeiter aus den Instituten in Zürich und Luzern, andererseits in Form von Kommentaren zusätzlich auch renommierte Experten der Migrationssoziologie zu Wort, die die einzelnen Arbeiten kritisch diskutieren. Entstanden ist somit insgesamt ein Werk, das nicht nur die schon angesprochene lange Tradition, sondern auch den enormen Facettenreichtum dieses gewiss nicht immer einfachen Forschungsfeldes dokumentiert.

In seinem einleitenden Beitrag «Internationale Migration und das Fremde in der Schweiz» macht Hoffmann-Nowotny deutlich, worin das Alte und das Neue an der aktuellen schweizerischen Situation besteht

und wie die Schweizer in den verschiedenen Phasen der Zuwanderung jeweils mit dem Fremden umgegangen sind. Die beobachteten Trends werden in makrosoziologischer Perspektive zugleich in den Rahmen globaler Entwicklungen gestellt. Daraus ergeben sich die zentralen Fragestellungen, die im Mittelpunkt der nachfolgenden Beiträge stehen: Wie sieht die derzeitige Einwanderungssituation aus? Wie gehen die Schweizer damit, d. h. mit dem Fremden um? Wie lässt sich das Problem in theoretische Zusammenhänge einordnen?

Unter der Überschrift «Einstellungen zum Fremden» wenden sich vier Beiträge zuerst der zweiten Frage zu. Den Anfang bildet eine von Jörg Stolz verfasste historisch vergleichende Studie über die Einstellungen zu Ausländern und Ausländerinnen 1969 und 1995. Das empirische Vorgehen ist methodisch sauber und wiederum in vorbildlicher Art nachvollziehbar. Leider beschränkt sich die Darstellung jedoch auf deskriptive und bivariate Analysen, die dann etwas fraglichen ad-hoc-Interpretationen (der Autor nennt sie «untersuchungsexterne Erklärungsmöglichkeiten», S. 65) unterzogen werden. Klar und interessant sind aber die zentralen Erkenntnisse: Zum einen sind die Einstellungen der Schweizer gegenüber ausländischen Personen insgesamt positiver geworden. Zum anderen haben sie eine Bedeutungsverschiebung erfahren, denn während früher vor allem italienische und spanische Gastarbeiter mit dem Begriff «Ausländer» verbunden wurden, sind nunmehr eher Nicht-Westeuropäer und vor allem Flüchtlinge gemeint. Der zweite Beitrag von Stolz resümiert unter dem Titel «Traditionalismus und das Fremde» den zentralen Teil seiner Monographie (die Kapitel 5, 12 und 15). Friedrich Heckmann und Wilhelm Heitmeyer melden in ihren Kommentaren jeweils grundsätzliche Kritik am Einstellungskonzept und der Einstellungsforschung an und treffen damit ein bereits erwähntes Kernproblem des in der Monographie entwickelten Ansatzes.

Hans-Ulrich Kneubühler kommt in einem Beitrag über «Religiosität und die Abwehr des Fremden» zu dem Ergebnis, dass nur ein «schwacher nicht sehr bedeutsamer» Zusammenhang zwischen beidem besteht. Dieser Artikel hätte allerdings in Bezug auf seinen Aufbau, seine Argumentation und sein methodisches Vorgehen durch eine gründliche Überarbeitung viel gewinnen können. Markus Ries sieht sich in seinem Kommentar wohl auch deshalb genötigt, eigenständig nach historischen Erklärungen für die Zusammenhänge zwischen beiden Einstellungen zu suchen. Esther Kamber und Mario Schranz beenden den ersten Teil mit einer Untersuchung über «die Wahrnehmung des Fremden in deutsch-schweizerischen Medien». Auch sie konstatieren einen Bedeutungswandel von der Gastarbeiter- zur Flüchtlingsthematik, können allerdings im Gegensatz zu Stolz, mit ihren inhaltsanalytischen Methoden insgesamt keine positive Veränderung ausmachen. Diesen Widerspruch greift Ursula Apitzsch in ihrem Kommentar auf und stellt die wichtige und «ewige Frage nach der Medienwirkungsforschung» zur Diskussion, die Frage also, inwieweit die Einstellung zum Fremden auch ein Produkt der Medienereignisse ist.

Im zweiten Teil des Bandes untersuchen Oliver Hämmig und Jörg Stolz die «Strukturelle (Des-)Integration, Anomie und Adaptionsformen». Basis sind Daten einer neueren Erhebung unter Angehörigen der zweiten Ausländer-Generation im Kanton Zürich. Diese Untersuchung ist eine wichtige Datenbasis für die Schweiz, in der bisher relativ wenig über die strukturelle Positionierung der zweiten Generation bekannt ist. Die deskriptiven Befunde bestätigen Grundtendenzen aus anderen Ländern: Angehörige der zweiten Generation nehmen gegenüber gleichaltrigen Einheimischen vergleichsweise tiefe Statuspositionen ein. Bedauerlich ist, dass Hämmig und Stolz diese Positionierungsunterschiede dann aber wieder nur als Randbedingung für die Erklärung von Einstellungsvariablen behan-

deln und nicht selbst zum Explanandum machen. Trotzdem sind die Ergebnisse natürlich nicht uninteressant, was auch im informativen Kommentar von Bernhard Nauck gewürdigt wird.

Mit narrativen Interviews nähern sich Anne Juhasz und Eva Mey in ihrem Beitrag «Die zweite Migrantengeneration erzählt» dem Problem, welche Ansprüche ausländische Jugendliche an ihre berufliche Laufbahn stellen und wie sie sich mit ihrer Herkunft und einer möglichen «Rückkehr» auseinandersetzen. Der Text ist – vorsichtig formuliert – nicht gerade dazu geeignet, Skeptiker vom Wert qualitativer Sozialforschung zu überzeugen, denn die Befunde erscheinen so vage und allgemein, dass ihr Informationsgehalt fraglich ist. Auch die Kommentatorin, Rosita Fibbi, vermisst hier eine gewisse Systematik und wichtige Differenzierungen.

Der dritte Teil, «Zu den Grundlagen der Diskussionen», beginnt mit einer Frage, die im Hinblick auf viele Kontroversen in der Migrationssoziologie von zentraler Bedeutung – und sicherlich auch die Ursache so mancher Missverständnisse – ist: «Braucht die Gesellschaft eine gemeinsame Kultur?» In einer kritischen Auseinandersetzung mit soziologischen Klassikern zieht Gaetano Romano unter diesem Titel hier provokant eindeutige Schlüsse: Das Wert-Konsens-Paradigma Parsonscher Prägung sei nach der «kommunikationstheoretischen Wende» für moderne gesellschaftliche Analysen äusserst problematisch und überschätze die Integrationsbedeutung von Werten gewaltig. Dem stimmt auch Hartmut Esser, sicherlich vor dem Hintergrund eines gänzlich anderen theoretischen Ansatzes, grundsätzlich zu. Entscheidend für die Integration beziehungsweise Assimilation ist demnach die Teilhabe an den zentralen Ressourcen jeweiliger gesellschaftlicher Teilbereiche. Die identifikative Dimension wird dagegen – je nach Standpunkt – letztlich zu einer Art von Überbau oder schlicht zu einer ideosynkratischen Privatsache. Hans Halter beendet den dritten Teil mit eini-

gen kurzen «Überlegungen eines Sozialethikers».

In einem abschliessenden Beitrag zieht Kurt Imhof ein sehr positives Fazit des Symposiums, das nach seiner Einschätzung vor allem wegen der andiskutierten Grundsatzdebatten und der methodenpluralistischen Tendenzen «Spuren hinterlassen» werde. Ob auch die Buchfassung in der Migrationssoziologie Spuren hinterlassen wird, ist schwer zu beurteilen. Auf der einen Seite ist die Qualität der – zwar irgendwie zusammenhängenden, letztlich aber nicht explizit verbundenen – Artikel nicht immer auf höchstem Niveau: Einige der Beiträge erscheinen noch sehr vorläufig. Auf der anderen Seite ergibt sich gerade durch den «Werkstattcharakter» ein guter Einblick in die aktuelle inhaltliche, theoretische und methodische Breite des Forschungsfeldes. Hinzu kommt, dass sich immer auch Expertenkommentare anschliessen, die an vielen Stellen grundsätzliche Kritik üben und dabei wichtige allgemeine methodologische und theoretische Debatten der Migrationssoziologie anreissen. Hierdurch erhält der Band einen weiteren, allerdings etwas verborgenen Wert.

Stephan Ganter und Frank Kalter
Universität Mannheim
Fakultät für Sozialwissenschaften
D-68131 Mannheim, A5
ganter@rumms.uni-mannheim.de,
Tel. (+49-621) 181 2020
fkalter@rumms.uni-mannheim.de
Tel. (+49-621) 181 2024

Peter-Ulrich Merz-Benz und Gerhard Wagner (Hrsg.) (2001), *Soziologie und Anti-Soziologie: Ein Diskurs und seine Rekonstruktion*, UVK Universitätsverlag, Konstanz, 256 S.

Ist es an der ZEIT, die Sinnfrage des Faches Soziologie erneut zu verhandeln? Was motiviert Soziologen wie «Anti-Soziologen» zu einer beinahe schon institutionalisierten

Dauerreflexion über das Selbstverständnis, die Grundlagen, sowie Aufgaben und Ziele dieser streitbaren Disziplin? Wer sich für die tagespolitische Diskussion interessiert, findet diese in Fritz-Vannahme, J. [Hrsg.] (1996), *Wozu heute noch Soziologie? Ein Streit in der Zeit*, nachgezeichnet. Wer hingegen mehr über die Entstehungsgeschichte einer Wissenschaft vom Sozialen samt Hintergründen und selbstkritischen Betrachtungen erfahren möchte, dem empfehle ich den hier anzuzeigenden Sammelband. Verhandelt wird darin nicht weniger als Status und Substanz des Gesellschaftsbegriffs oder in Abwandlung eines berühmteren Zitats: der Schritt von der «soziologischen Theorie» zur «Theorie der Gesellschaft», ein kleiner Schritt für die Linguistik, ein grosser Schritt für die Soziologie.

Klaus Lichtblau, der sich in früheren Schriften schon um die Darstellung der Kulturwissenschaften um die Jahrhundertwende verdient gemacht hat, sucht die Schaltstellen auf, welche massgeblich zur Herausbildung eines eigenständigen sozialwissenschaftlichen Programms beigetragen haben. Als Gewährsleute dienen ihm Dilthey, Simmel und Max Weber, ihrerseits bestens vertraut mit den konkurrierenden Strömungen innerhalb der Geschichtswissenschaften sowie Sozial- und Kulturphilosophie. Als Klassiker unseres Faches legten sie heute noch viel beachtete Grundsteine im Mosaik des soziologischen Selbstverständnisses. In der Abhebung von den damals gültigen Auffassungen in der Wissenschaftsklassifikation und namentlich von den wissenschaftstheoretischen Standpunkten eines Comte, J. St. Mill oder H. Spencer schlugen sie den Weg des Sinnverstehens ein, wählten statt des vorherrschenden und vereinseitigenden nomothetischen Vorgehens einen idiographischen Ansatz. An Stelle des Aufweisens vermeintlich universaler Bewegungsgesetze von Gesellschaften, wie sie Saint-Simon vorschwebten, wurde das Ziel durch Simmel bescheidener gefasst, indem unter Verzicht auf einen Holismus die einzelwissenschaftliche Sozial-Forschung

ihre Kräfte darauf konzentrieren solle, soziale Wechselwirkungen und die Formen der Vergesellschaftung zu untersuchen. Max Weber zeichnete seinerseits mit Hilfe einer idealtypischen Form der Begriffsbildung einen Weg vor, der zwar Kausalerklärungen zulässt, jedoch vorsieht: «... nicht das Gattungsmässige, sondern umgekehrt die Eigenart von Kulturercheinungen scharf zum Bewusstsein zu bringen.» Auf diesen Grundlagen, dies versteht sich von selbst, kann keine – erst recht nicht vollständige – Gesellschaftstheorie errichtet werden. Die innerwissenschaftlichen Widerstände ineins mit der verständigungsorientierten Nähe zu den Nachbardisziplinen (Geschichte, Philosophie, Psychologie, Ökonomie) eröffneten in der Gründerzeit der Soziologie ein kritisches Selbstverständnis für das eigene Fach, was deren kultur- und epochenübergreifende Analysefähigkeit, d. h. Tauglichkeit der Erkenntnis- und Darstellungsmittel anbelangt.

Volker Kruse verfeinert und differenziert anhand Webers Wissenschaftslehre und weiteren einschlägigen Schrifttums dessen Positionierung, indem detailliert die Methodenstreitereien, insbesondere gegen die Position Karl Lamprechts und polemisch gegen den Comte-Anhänger Wilhelm Ostwald, argumentativ auseinandergelegt werden. Verwirrend wird die Einordnung, wenn im Fortgang der wissenschaftstheoretischen Auseinandersetzungen mit Roscher, Knies und Eduard Meyer der Soziologe Max Weber sich als Anti-Anti-Soziologe betätigt. Zu dieser Auffassung gelangt man nicht zuletzt aufgrund der von Kruse offengelegten Verschiebung in der lexikalischen Auffassung dessen, was der Begriff Soziologie um die Jahrhundertwende bezeichnet hat, als nämlich einer stark naturalistisch gefärbten Bestimmung neu die Ansichten des Historismus entgegengehalten wurden. Als Folge verzeichnen wir eine Pluralisierung sowohl in methodischer Hinsicht, als auch in Bezug auf den «Gegenstand». Noch heute finden wir solche dichotomen Unterscheidungen und Reduktionen auf bipolare Lager.

Mit der Neuordnung des Faches in den 50er Jahren ist auch der alte Methodenstreit und die Kritik am Ansatz der Soziologie überhaupt neu aufgeflammt. Protagonisten dieser Revolte waren in erster Linie Helmut Schelsky und später Friedrich Tenbruck, die mit unterschiedlichen Intentionen die Mainstream-Soziologien in ihren Fundamenten zu erschüttern suchten.

Der wissenschaftsgeschichtlich bewanderte Harald Homann verfolgt materialreich die Klärungsversuche Tenbrucks im Spannungsfeld von Kultur und Gesellschaft, auch gedacht «als unverzichtbares Medium der Selbstverständigung in den modernen Gesellschaften». Mit Erörterungen zur «spezifischen Generationslagerung der um 1918 / 19 Geborenen» in Deutschland und zu biographisch-wissenschaftlichen Stationen Tenbrucks als Soziologen einerseits, zu verwickelten Formen der (politischen) Vereinnehmungen sowie zu den Folgen der Spezialisierung in den Fachdisziplinen andererseits, vermag der Autor plausibel zu machen, wie Tenbruck das Verhältnis von Kultur, Person und Struktur radikalisiert. Die Schriften Diltheys, Simmels und Max Webers zum Ausgangspunkt nehmend, steigert Tenbruck seine Reflexionsleistung mit Blick auf das «Mass an Konzeptualisierung in den Voraussetzungen soziologischer Arbeit» zusehends. Vertraut mit den theoretischen und forschungspraktischen Positionen der amerikanischen Soziologie seiner Zeit attackiert Tenbruck vereinseitigende, hegemoniale Ansprüche stellende Schulbildungen innerhalb des Faches: Sie müssen sich den Vorwurf gefallen lassen, entweder Strukturmomente überzubewerten oder einen unterrelaborierten Kulturbegriff in Anschlag zu bringen, oder gar reifizierte Ansichten von Gesellschaft zu vertreten. Ihre Kulmination erfährt die Begriffs-, Selbst-, Fach- und Wissenschaftskritik bekanntlich in der 1984 erschienenen Schrift *Die unbewältigten Sozialwissenschaften oder die Abschaffung des Menschen*.

Grundsätzlicher noch als Tenbruck hat Helmut Schelsky seine anti-soziologische

Position formuliert. Peter-Ulrich Merz-Benz expliziert aufs Genaueste diesen Begriff und seine Einbettung in eine geforderte «transzendente Theorie der Gesellschaft». Im Rekurs auf die einschlägigen Schriften Schelskys, insbesondere in seiner Auseinandersetzung mit der dezidiert positivistischen Grundhaltung René Königs, wird Schelskys Anliegen deutlich gemacht, die Infragestellung der «Soziologie als Bewusstseinsführungswissenschaft mit den Mitteln soziologischer Argumentation». Trotz der stellenweise sich an Kant anlehnenen und daher irreführenden Ausdrucksweise Schelskys vermag Merz-Benz aufzuzeigen, wie sehr dessen langjähriger, intellektueller Weggefährte, übrigens auch von Gehlen und partiell Luhmann, der Kybernetiker Gottfried Günther, diesem Projekt Pate gestanden hat. Die Kernaufgabe einer «institutionalisierten Dauerreflexion» entwickelt Schelsky mittels der oftmals paradox anmutenden Bestimmungen im Verhältnis von «reflektierender Subjektivität» – als dem gesuchten, die Gesellschaft transzendierenden Standpunkt – und den «sozialen Institutionen».

Während die Vertrautheit mit den Gehlenschen Fassungen des Institutionenbegriffs in aller Regel als gegeben vorausgesetzt werden kann, steht es wohl denkbar schlecht mit dem epistemologischen Teil. Konkret tritt an die Stelle einer seit Aristoteles eingeübten binären Logik von wahr und falsch eine nicht-identische. Ein materiales Nachvollziehen dieser Einsicht wird nicht umhin kommen, die zum Teil heftig umstrittenen logischen Arbeiten von G. Günther beizuziehen. Vieles davon leistet glücklicherweise der Beitrag des Mitherausgebers Gerhard Wagner, zudem noch «mit einem Seitenblick auf Niklas Luhmann». Einerseits legt Wagner dar, wie Schelsky selbst die Rolle geistiger Führerschaft, welche die Soziologie als säkularisierte Form der Priesterherrschaft an sich zieht, demonstriert, andererseits werden mit Luhmann gemeinsame Leitideen, wie z. B. jene der «Rejektion», eingebracht und ihre systema-

tische Verankerung im Theoriengebäude beider Soziologen aufgewiesen. Während der eine aus solchen Paradoxien und Theoremen einen Ausweg in die politische Praxis suchte, fand der andere darin sein Material zum Aufbau einer Supertheorie.

Haben die Klassiker und die Anti-Soziologen der ersten Stunden die Problematik benannt und programmatische Konturen gegeben, so zeigt sich bei den modernen wie postmodernen Autoren (Zygmunt Bauman, Pierre Bourdieu, Ulrich Beck oder Anthony Giddens) das Bestreben einer gesellschaftstheoretischen Verortung der Dauerreflexion, bspw. im Begriff der «reflexiven Modernisierung», oder dann in Arbeiten an den Rändern dessen, was die Soziologie noch einzuholen vermag.

So verwendet Bauman die Figur des Helfers im Rahmen der von ihm selbst formulierten postmodernen Ethik als fundamentaler Rationalitätskritik. Heinz Bude rückt hierzu den Existenzbegriff in den Vordergrund seiner Argumentation und rekurriert auf einschlägige sozialontologische Schriften, bspw. eines Autors wie Emmanuel Lévinas. Damit verrückt er den Vernunftbegriff. Die ehemals zentrale Kategorie der Aufklärung tritt in den Hintergrund zusammen mit als universell erachteten moralischen Prinzipien. Geschichte, Gesellschaft und Existenz kommen zusammen, verdichten sich einzig in der Gegenwart. Schelskys Denkmodell von reflektierender Subjektivität und sozialen Institutionen mutiert gewissermaßen zum postmodernen Hologramm, ergänzt mit Elementen der Sinnlichkeit und Körperlichkeit.

Auf noch knapperem Raum stellt Johannes Weiss in pointierter Weise «engagierte» Soziologen und ihren aufklärerischen Impetus ins Rampenlicht. Der methodisch geforderten Distanzierung des Beobachters von seinen zu erforschenden Subjekten wird auch die Notwendigkeit der Selbst-Distanzierung an die Seite gestellt, in Erinnerung an die alten aufklärerischen Tugenden der Befreiung aus der selbstverschuldeten Unmündigkeit wie auch, was gerne vergessen

geht, «des Ausgangs aus der selbstverschuldeten Vormundschaft der anderen».

Weder modern noch postmodern mutet der längere Aufsatz von Raymond Boudon an, der die Soziologie zwischen Szientismus (positivistischer Couleur) und Ästhetizismus einreicht. Über eine instruktive Herleitung der wissenschaftstheoretischen Grundprinzipien, die alle unter dem schillernden Etikett des Positivismus (eigentlich ein Plural) figurieren, gelangt Boudon zu einer Gegenüberstellung eines «harten vs. sanften Positivismus», indem er sich auf dessen Vorläufer in forschungspraktischer Hinsicht, Huygens und Tocqueville, beruft, aber zugleich einige von Carnap, Friedman und Popper eingeforderte Postulate zurückweist. Anhand von Analysen, wie sie Durkheim vorgenommen hat, wie auch Weberscher Arbeiten illustriert der Autor die Fruchtbarkeit der Verbindung von Erklärungen und Verstehen in Interpretationsprozessen, wo der Forschungsgegenstand dies fordert.

Noch grundsätzlichere «Kritik an einer Wissenschaft der Gesellschaft» erwuchs der Soziologie schon früh in Gestalt der Dichterpersönlichkeit Stefan Georges, resp. der von dessen Kreis favorisierter Ästhetik. In gewollter Absetzung von den zahlreichen Arbeiten zur Weltanschauung und den Grundelementen dieses ästhetischen Fundamentalismus in diametraler Entgegensetzung zur Soziologie der 20er Jahre spürt der methodenkritisch geschulte Verfasser, Felix Keller, den Gemeinsamkeiten, den die Konfrontation ermöglichenden Bedingungen nach. Die elitäre Gemeinschaft mittels Bildanalyse erschliessend und die ästhetische Programmatik aus den schwer zugänglichen Quellen aufarbeitend wird deutlich, was «l'art pour l'art» in diesem ästhetizistisch und symbolistisch aufgeladenen Zirkel besagen will. Nicht nur zeigen soziologische Gesellschaftsanalyse und die Welterfahrung der Georgianer wesentliche Übereinstimmungen: Entzauberung, Rationalisierung und Bürokratisierung und insbesondere die statistisch verfahrenenden Sozialwissenschaft-

ten versperren die authentischeren sinnlichen Erfahrungsebenen, im Erleben. Über teils den Sachverhalt entstellende Erklärungsmuster Dritter hinwegschauend bietet der Autor Vergleiche an, die von der Literaturwissenschaft bis zur philosophischen Erkenntnistheorie reichen, wobei er alles andere als zufällig auf die Rolle von Phantasie und Imagination als gemeinsamer Nenner Webers und Georges zu sprechen kommt. In der Weise des Sagens – mal als Gedicht, mal im Idealtypus, das eine gegen den Naturalismus gerichtet, der andere gegen den Positivismus gewandt – besteht die Geistesverwandschaft: «in der Form der Wahrnehmung des Realen», der ursprünglichen Bedeutung von «aisthesis».

Mit einem wissenschaftshistorischen und -politischen Essay zu Stärken und Schwächen der Disziplin von Gerald Mozeti schliesst der Band. Zuerst werden Möglichkeiten und Gültigkeitsmomente einer Kritik eruiert, bevor einzelne Thesen, beispielsweise die «Normalisierungsthese», und die in die als Wissenschaft nun etablierte Disziplin Soziologie gesteckten inner- und aussersociologischen Erwartungen geprüft werden, insbesondere was deren Leistungs- und Prognosefähigkeiten angeht. Theorie-technische Mängel und soziologische Begriffsverwirrungen kommen zur Sprache, ebenso Befürchtungen, wie sie in der Vorstellung vom gläsernen Menschen ihren Ausdruck finden, oder Vorwürfe über die Janusköpfigkeit der Soziologie, zwischen der Vermessenheit eines Anspruchs auf ein «Deutungs»-Monopol und sich anbietender reiner «Daten»-Huberei.

Wer einen selektiveren Zugang bevorzugt, dem steht ein Apparat aus Namenregister, Sachregister und Autorenhinweisen zur Verfügung. Der ganz eilige Leser sei auf das informative Vorwort verwiesen. Damit geht man unter Umständen eines Effektes verlustig, der sich bei meiner wiederholten Lektüre einstellte: je intensiver meine Nachforschungen wurden, umso interessanter und ergiebiger erschien mir der Band, ähnlich einer Musikkomposition, die

erst nach mehrmaligem Reinhören ihr klangliches Feuerwerk entfaltet. Wie stark subjektiv gefärbt auch immer solche Lektüre-Erlebnisse sein mögen, so gilt wohl für praktisch jede / jeden ernsthafte/n Soziologin / Soziologen: Wer die eigene sozialwissenschaftliche Urteilskompetenz schärfen möchte, kommt ohnehin nicht darum herum, selbst einen bescheidenen Beitrag zur Diskussion zu leisten.

*Beat Brunner
Egelsestrasse 6
8963 Kindhausen*

Dupuis, Monique, Emmenegger, Barbara und Priska Gisler (2000), Anmachen – platzanweisen. Soziologische Untersuchung zu sexueller Belästigung in der höheren Ausbildung, Bern et al., 382 S., Haupt., ISBN: 3-258-06192-0, Fr. 58.00.

Im Rahmen einer Nationalfondsstudie untersuchen die drei Zürcher Soziologinnen Monique Dupuis, Barbara Emmenegger und Priska Gisler, wie Studierende an Universitäten und Musikhochschulen sexuelle Belästigung erleben und welchen Einfluss der organisationelle Kontext darauf hat. Sie leisten damit einen wichtigen Forschungsbeitrag, zumal sie sich in der Schweiz als erste wissenschaftlich mit dem Phänomen der sexuellen Belästigung in der höheren Ausbildung beschäftigen. Welche Relevanz diesem Thema zukommt, geht aus einer der wenigen in Deutschland durchgeführten Untersuchungen an einer Fachhochschule in Bielefeld hervor, in der immerhin 40% der Studierenden angeben, schon belästigendes Verhalten erlebt zu haben (Holzbecher, 1996, in Dupuis et al., 2000).

Die Autorinnen verstehen sexuelle Belästigung als eine Form von Diskriminierung, die der Verfestigung der Machtverhältnisse zwischen den Geschlechtern dient. Mittels sexueller Belästigung versuchen Männer Frauen aus der höheren Bildung

auszuschliessen, um ihre eigene privilegierte gesellschaftliche Position zu erhalten. Diese zentrale These der Untersuchung stützt sich theoretisch auf das Konzept der sozialen Schliessung, das ursprünglich auf der Weberschen Vorstellung offener und geschlossener Gesellschaften beruht. Zwei weitere theoretische Konzepte der Studie sind die Vergeschlechtlichung von Organisationen und die organisationsspezifische Bearbeitung der Körper. In bezug auf letzteres gehen die Autorinnen gestützt auf Bourdieu und Foucaults Panoptikum-Prinzip davon aus, dass sich bestehende Machtverhältnisse zwischen Männern und Frauen im Körper niederschlagen – beispielsweise in Gestik, Körperhaltung und Sprechweise – und über diesen reproduziert und perpetuiert werden. Eine wichtige Rolle spielen dabei die vergeschlechtlichten Strukturen von Organisationen wie etwa einer Hochschule: Frauen erscheinen in männerdominierten Organisationen different, weshalb sie auch sichtbar sind. Dies führt dazu, dass sich Frauen um geschlechtsadäquates Verhalten bemühen, womit sie zu einer Aufrechterhaltung bestehender Machtverhältnisse beitragen.

Untersuchungsfeld der Studie sind zwei universitäre Institute derselben Fachrichtung sowie zwei Konservatorien. Die Berücksichtigung von zwei verschiedenen Ausbildungstypen ermöglicht es, den Einfluss von Organisationsbedingungen auf sexuelle Belästigung zu untersuchen. Das methodische Vorgehen basiert auf einer Triangulation: Im ersten Schritt evaluieren die Autorinnen die Organisationskulturen der vier Ausbildungsstätten, und zwar anhand von mündlichen halbstandardisierten Informationsinterviews mit je 4 Personen der Schulleitung jeder Institution. Im zweiten Schritt führen sie eine quantitative Befragung mittels schriftlichem Fragebogen durch. Damit erfassen sie, wie Studierende Belästigungserlebnisse wahrnehmen und deuten. Und im dritten Schritt folgen zur selben Fragestellung qualitative lebensgeschichtliche Interviews mit je einem Stu-

dentinnen und zwei Studentinnen pro Ausbildungstyp.

Im ersten empirischen Teil gehen die Autorinnen von der Überlegung aus, dass organisatorische Rahmenbedingungen für die Wahrnehmungs-, Denk- und Handlungsweisen ihrer Mitglieder wichtig sind. Als Elemente der Organisationskulturen von Hochschulen evaluieren sie dazu die Leitbilder, das Organisationsklima, die Bereiche Kommunikation, Kooperation und Konfliktmanagement, Gleichstellungsaspekte, den Umgang mit Körperlichkeit sowie mit sexueller Belästigung. Die Gespräche mit Mitgliedern der Schulleitung haben vor allem zu den Themen Gleichstellung und sexuelle Belästigung einige – unserer Ansicht nach – interessante Befunde zu Tage gefördert. Sie zeigen auf, unter welchen Voraussetzungen Übergriffe zu einem Schliessungsmechanismus für Frauen werden können: Vertreter aller untersuchten Hochschulen individualisieren die Gründe für die nach wie vor krasse Untervertretung von Frauen im Lehrkörper und verorten sie in der fehlenden Bereitschaft und Kompetenz von Frauen. Strukturelle Hindernisse werden ausgeblendet. Ähnlich wird mit dem Thema sexuelle Belästigung umgegangen. Das Problem ist an allen untersuchten Hochschulen bekannt, ohne dass ihm grosse Relevanz beigemessen würde. Die Ursachen für sexuelle Belästigung sehen die Angehörigen der Schulleitung primär im krankhaften Verhalten von Einzelpersonen, womit sie sie psychologisieren und individualisieren. Zudem nimmt ein Teil von ihnen belästigte Frauen als Provokateurinnen und Verführerinnen wahr, welche männliche Lehrpersonen zu sexuellen Handlungen verleiten. Als logische Konsequenz davon stehen nicht die möglichen Folgen eines Übergriffs für die betroffenen Studentinnen im Zentrum, sondern eher die potentielle Gefahr für Lehrpersonen, Opfer einer Verleumdungskampagne zu werden.

Bei der quantitativen Befragung der Studierenden stehen die Fragen im Zentrum, wie häufig Studierende mögliche Formen

sexueller Belästigung erlebt haben, ob sie sich selbst auch als sexuell belästigt bezeichnen und welche Konsequenzen diese Erfahrungen auf den Studienverlauf haben. Dabei interessiert, ob sich je nach Geschlecht, schulischem (Ausbildungstyp) und zeitlichem Kontext (Studienphase) Unterschiede im Auftreten und in der Wahrnehmung von sexuellen Übergriffen feststellen lassen. Die von den Autorinnen erfassten möglichen Formen reichen von taxierenden Blicken und anzüglichen Bemerkungen über körperliche Annäherungsversuche mit sexuellen Absichten bis zum Erzwingen von sexuellen Handlungen und zur Vergewaltigung. Aus den Befunden geht hervor, dass insbesondere an der Universität Studenten zwar häufiger als ihre Kolleginnen davon berichten, anzügliche Bemerkungen über Figur, Aussehen und sexuelles Verhalten im Privatleben sowie Annäherungsversuche mit sexuellen Absichten erlebt zu haben. Es sind aber überwiegend Frauen, die ihre Erlebnisse als sexuelle Belästigung klassifizieren. Und zwar ist dies bei rund einem Fünftel der Musikstudentinnen und ungefähr einem Siebtel der Phil I-Studentinnen der Fall. Die meisten Studierenden, die sich als sexuell belästigt bezeichnen, haben taxierende Blicke und anzügliche Witze erfahren. An den Universitäten sind zudem verbale Anzüglichkeiten verbreiteter, an den Musikhochschulen kommen hingegen körperliche Annäherungsversuche, die auf sexuelle Handlungen abzielen, häufiger vor. In diesen Ergebnissen zeigt sich somit, dass sich die Formen der sexuellen Belästigungen je nach Organisationskultur unterscheiden: An Universitäten, wo Wissensvermittlung und Fähigkeitsaneignung stark über Sprache und Diskussion verlaufen, dienen häufiger sprachliche Äusserungen dazu, den Geschlechtern – und dabei insbesondere den Frauen – den Platz in der Machthierarchie zuzuweisen. An den Musikhochschulen, an welchen für das Lernen von Instrumenten das «Spüren» und die Beherrschung des Körpers wichtig sind, zielen sexuelle Über-

griffe hingegen häufiger direkt auf den Körper. Negative Auswirkungen auf den Studienverlauf haben diese fast ausschliesslich für Frauen. So hat rund jede zwanzigste Studentin die Lehrveranstaltung oder die Professoren gewechselt. Gemäss den Autorinnen zeigen diese Befunde, dass es sich bei der sexuellen Belästigung in der höheren Ausbildung um einen Mechanismus der sozialen Schliessung handelt, der vor allem gegen Frauen gerichtet ist.

Mit der Rekonstruktion und Analyse der Ausbildungsbiographien von zwei Studenten und vier Studentinnen wird untersucht, «inwiefern während der Sozialisation durch die beiden untersuchten Organisationstypen Schliessungsprozesse ablaufen und welche Rollen die unterschiedlichen Formen sexueller Übergriffe dabei spielen» (S. 177). Die Auswertungen orientieren sich an der hermeneutischen Fallrekonstruktion von Rosenthal. Die erzählten Lebensgeschichten machen deutlich, dass es für Männer nach wie vor viel selbstverständlicher ist als für Frauen, ein Hochschulstudium erfolgreich zu durchlaufen und konkrete berufliche Pläne für sich selber zu entwerfen. Frauen kämpfen in ungleich höherem Ausmass als Männer mit der Angst, den schulischen Anforderungen nicht zu genügen, mit Zweifeln an ihren Fähigkeiten und ihrer Daseinsberechtigung in höheren Ausbildungsgängen. Dies bildet eine zentrale Voraussetzung dafür, dass sexuelle Belästigungen für Frauen überhaupt zu einem wirkungsvollen sozialen Schliessungsmechanismus in Form einer massiven Einengung des Handlungsspielraums werden können. Wie und warum solche Schliessungsprozesse ablaufen, illustrieren die Interviews mit den vier Studentinnen deutlich. Sie zeigen erstens, dass betroffene Frauen oft sehr unsicher sind, ob sie das Erlebte überhaupt als sexuelle Belästigung klassifizieren und ernst nehmen können. Zweitens suchen sie die Verantwortung und die Schuld am Vorgefallenen zuerst einmal bei sich selbst: Entweder haben sie die Tat provoziert oder es zumindest versäumt, klare Grenzen zu zie-

hen. Im Rahmen der bestehenden Abhängigkeits- und Machtverhältnisse an den untersuchten Hochschulen ist aktives Handeln gegen Belästigungen aber mit Risiken verbunden, wie das Beispiel einer von einem Lehrer belästigten Studentin zeigt: Als sie sich wehrte, wurde sie «schulinternen» Schliessungsmechanismen ausgesetzt, indem Lehrpersonen plötzlich ihre fachlichen Fähigkeiten anzuzweifeln begannen. Dies führte bei ihr zu einer Behinderung im Ausbildungsverlauf, da sie gezwungen wurde, das Konservatorium zu wechseln.

Der vorliegenden Studie von Monique Dupuis, Barbara Emmenegger und Priska Gisler kommt das Verdienst zu, Mechanismen sexueller Belästigung im Hochschulbereich erstmals für die Schweiz näher beleuchtet zu haben. Eine Stärke des gewählten Vorgehens liegt darin, dass die Autorinnen sexuelle Belästigung eingebettet im Kontext der Organisationsstrukturen der Hochschulen sowie der einzelnen Lebensgeschichten analysiert haben. Dadurch zeigt sich zum einen, dass sexuelle Belästigung je nach Ausbildungstyp unterschiedliche Formen annimmt und sich das Geschlechterverhältnis somit kontextabhängig ausgestaltet. Zum anderen wird der Einfluss der unterschiedlichen Biographien von Frauen und Männern und der damit verknüpften sozialen Erwartungen, Identitäten und Machtpotentiale auf das Erleben sowie die Folgen von sexueller Belästigung deutlich. Bemerkenswert an der Anlage der Studie ist zudem die Methodentriangulation. Damit eröffnen die Autorinnen einen breiten Blickwinkel auf das Thema – wobei wir uns aber eine stärkere Verknüpfung der drei Ansätze gewünscht hätten.

Als eine zentrale Schwäche des Buches ist unseres Erachtens anzuführen, dass die theoretische Einbettung der Resultate spärlich und deren Beschreibung dadurch sehr ausführlich geraten ist. Es braucht einen beträchtlichen Durchhaltewillen, um sich durch die Flut von Details zu kämpfen. Vor allem bei der Rekonstruktion der Lebensgeschichten geht das Hauptthema der se-

xuellen Belästigung als Mechanismus sozialer Schliessung oft in lebensgeschichtlichen Einzelheiten verloren, und dies, obwohl ein Ziel narrationsbiographischer Interviews gerade in der Rekonstruktion gesellschaftlicher Strukturen besteht. Da die Befunde zudem kaum nochmals auf die Fragestellung fokussiert und mit theoretischen Überlegungen verknüpft werden, gerät der gesamtgesellschaftliche Zusammenhang aus dem Blickfeld und das Herausarbeiten der zentralen Erkenntnisse bleibt der Leserin beziehungsweise dem Leser überlassen. Für den knapp geratenen theoretischen Bezug im quantitativen Teil dürfte die Anlage der theoretischen Überlegungen in Kapitel 2 selbst verantwortlich sein. Diese eignen sich zwar sehr gut, um den allgemeinen Zusammenhang zwischen sexueller Belästigung und gesellschaftlichen Machtverhältnissen zwischen den Geschlechtern zu erklären. Konkret überprüfbare Hypothesen für den quantitativen Teil können damit aber nicht abgeleitet werden.

Insgesamt lohnen die Ergebnisse, welche die Studie hervorbringt, den Aufwand zum Lesen des fast 400 Seiten starken Werkes. Die Publikation stellt eine wichtige und interessante Untersuchung zu einem lange Zeit tabuisierten Thema dar, dessen Erforschung heikel ist und daher erhöhte Anforderungen stellt. Die Befunde haben die These erhärtet, dass sexuelle Belästigung in der höheren Ausbildung als Ausschlussmechanismus fungiert, der sich vor allem gegen Frauen richtet. Um dessen Stellenwert genauer beurteilen zu können, wären in Zukunft Längsschnittanalysen wünschenswert. Damit können die Gründe für Studienabbrüche, -wechsel und Studienzeitverzögerungen genauer untersucht werden. Die Querschnittsperspektive birgt den grossen Nachteil, dass gerade diejenigen Personen, die in der Vergangenheit von Ausschlussmechanismen betroffen waren, eben nicht mehr in der Stichprobe sind. Eine Längsschnittstudie hat für die Konzeption sozialer Schliessung hingegen zwei entscheidende Vorteile: Erstens können die Folgen der

sexuellen Belästigung für *alle* Studierenden untersucht werden und nicht nur für diejenigen, die ihre Erfahrungen selbst als Übergriffe bezeichnen. Eine solche Einschränkung ist in der rezensierten Studie aufgrund der Forschungsanlage nötig. Gerade die lebensgeschichtlichen Interviews zeigen aber auf, dass sich auch Frauen an der Hochschule fehl am Platz fühlen, die ihre Erlebnisse nicht als sexuelle Belästigung taxieren: Zum einen sind Frauen sehr unsicher, was sie als Übergriff bezeichnen können. Zum anderen neigen sie dazu, ihr «Unwohlsein» ihren mangelnden Fähigkeiten zuzuschreiben. Zweitens können in einer Längsschnittuntersuchung «härtere» Indikatoren für soziale Schliessung wie beispielsweise Studienabbrüche und -wechsel verwendet werden.

Es ist zu hoffen, dass der Erforschung sexueller Belästigung in der Schweiz zukünftig mehr Aufmerksamkeit zukommen wird, als dies bis anhin der Fall war. Die vorliegende Untersuchung bietet einen wertvollen Ausgangspunkt dazu.

Andrea Pfeifer

*Statistisches Amt des Kantons Basel Stadt
Webergasse 84, 4005 Basel;*

Irene Kriesi

*Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Rämistrasse 69, 8001 Zürich*

Widerspruch. Beiträge zur sozialistischen Politik. Heft 40: Zukunfts-Perspektiven, ISSN: 1420-0945, Einzelnummer Fr. 25.–, Abonnement Fr. 40.

Die Globalisierung, weltweite Ungleichheit und zunehmende Verarmung, soziale Spaltung und Naturzerstörung, aber auch die heterogene Anti-Globalisierungsbewegung haben in den letzten Jahren neue Kontroversen über Alternativen zur Politik des Kapitals und über linke Perspektiven ausgelöst. Seit nunmehr zwanzig Jahren thematisiert und kommentiert die 1981 gegrün-

dete Zeitschrift *Widerspruch* die gesellschaftlichen Zeitläufte aus einer explizit sozialistischen Warte mit erstaunlicher Zähigkeit. In dieser Zeit ist es der Zeitschrift, die derzeit in einer Auflage von 2700 Exemplaren erscheint, gelungen, «Anerkennung nicht nur im restlinken Milieu zu finden, sondern auch beim liberalen und konservativen Gegner», wie sich die Neue Zürcher Zeitung ausdrückt (NZZ Nr. 97, 2001, S. 83). Das kürzlich erschienene Jubiläumshft (Nr. 40) vollzieht – obwohl es dazu nicht unberechtigt wäre – keine Nabelschau. Vielmehr offeriert es, seinem publizistischen Credo treu bleibend, Beiträge aus unterschiedlichen Sachgebieten, näherhin Entwicklungsanalysen, Forschungsnotizen, Skizzen alternativer Konzepte und Reformperspektiven.

Arnold Künzli plädiert einleitend für eine Rückbesinnung auf Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit / Schwesterlichkeit, auf die Tradition des sozialen Ethos. Die Zukunft der radikaldemokratischen Linken liege in der politischen Demokratie und in der Wirtschaftsdemokratie. Zugleich gehe es im Weltkapitalismus, so *Elmar Altvater*, um Massnahmen gegen die «financial repression» des internationalen Währungs- und Finanzsystems durch Regulation und Reform der internationalen Finanzmärkte. *Michael R. Krätke* erörtert die Frage, ob mit dem Modernisierungskurs im Sinne von Blair oder Schröder der notwendige Umbau des europäischen Wohlfahrtsstaates gelingt. Diese ist in den Augen des Verfassers, bei aller Skepsis noch nicht entschieden.

André Gorz vermisst in Jeremy Rifkins Buch «The Age of Access» Widerstandsformen gegen die totalitäre Kontrolle der Informations- und Wissensgesellschaft über mehr und mehr Menschen, über die Freizeit- und Kulturindustrie. Der «Hyperkapitalismus» beschleunige die Ökonomisierung des Sozialen und setze auf unbezahlte Arbeit, auf Freiwilligenarbeit. Gemäss *Mascha Madörin* sei es höchste Zeit, die Debatte über Care Economy aufzunehmen. *Carola Möller* thematisiert aus femi-

nistischer Sicht die Frage nach neuen Wertmassstäben in der solidarischen Ökonomie sowie nach einer bedürfnisorientierten Neugestaltung von Arbeit. Chancen zur Bewältigung gesellschaftlicher Benachteiligung durch kollektive Selbsthilfe sieht *Burghard Flieger* in Sozialgenossenschaften. Der Aktualität des Genossenschaftsgedankens völlig entgegengesetzt ist, wie *Heiner Busch* ausführt, das sicherheitsstaatliche Konzept «community policing», die Verpolizeilichung zum Beispiel der Asyl- und Ausländerpolitik sowie der Sozialarbeit.

In der Politischen Ökologie wird derzeit intensiv über Zukunftsfähigkeit diskutiert. *Mosshen Massarrat* skizziert sein Konzept, nämlich: Chancengleichheit als Universalethik der globalen integrativen Nachhaltigkeit. Der Ausstieg der US-Regierung aus dem Klima-Protokoll von Kyoto Ende März bedeute eine energiepolitische Herausforderung für Europa. Die Energiewende hat für *Michael Müller* derzeit erste Priorität in der ökologischen Modernisierung. Allerdings müsste dabei, so *Willi Brüggén*, von der Ökosteuer Abschied genommen werden und neu über den Zusammenhang von Natur, Arbeit und Energie nachgedacht werden. Über alternative Modelle partizipatorischer Planung und die Sozialisierung des Marktes, welche derzeit im angelsächsischen Kontext debattiert werden, berichtet *Meinhard Creydt*.

Laut *Andreas Rieger* ist nach Jahren hoher Arbeitslosigkeit in der Schweiz eine gewerkschaftspolitische Offensive angezeigt. Angesichts der Globalisierung fordert *Dan Gallin* dabei eine Reform der Organisationsstruktur und einen neuen Internationalismus der Gewerkschaften.

Alex Demirovic eröffnet den Diskussionsteil mit Notizen zum Perspektivenwechsel und zu den Reformulierungsansätzen in der kritischen Gesellschaftstheorie. *Michael Jäger* setzt seine Überlegungen zur Religionskritik fort und erwägt die Frage, ob die christliche Religion der Unterbau des Kapitalismus sei. *Manfred Züfle* bespricht Otto Fenichels «Rundbrie-

fe» aus dem amerikanischen Exil, einen einzigartigen Fundus in der Geschichte und Theoriebildung der Psychoanalyse. *Ueli Mäder* stellt Robert Castels Studie «Die Metamorphosen der sozialen Frage» vor und *Stefan Howald* führt in Stuart Halls Theorieprojekt «Cultural Studies» ein. Marginalien und weitere Rezensionen runden das Heft 40 ab.

Auch in der Jubiläumsnummer gelingt es der Zeitschrift, Themen aus Ökonomie, Ökologie, Soziologie und Psychologie zusammen zu bringen und damit in einem

Feld zwischen Wissenschaft einerseits, und der Rationalität des politischen Alltags andererseits, eine lebendige Diskussion zu führen. Es bleibt zu hoffen, dass es der Zeitschrift auch weiterhin gelingt, aus einer engagierten und informierten Warte «Widerspruch» anzumelden.

Beat Fux
Soziologisches Institut
der Universität Zürich
Rämistrasse 69
8001 Zürich

